



DÉCLARATION LIMINAIRE

CSAL DU 17/09/2025

Madame la Présidente,

Nous connaissons des épisodes de canicule historiques depuis le mois de mai. Ces derniers mois, les vagues de chaleur ont fait suffoquer des millions de personnes. Les conséquences sont dramatiques avec les décès provoqués par la chaleur, et dont le nombre, à ce jour, n'est pas encore entièrement connu. De nombreux travailleurs font face à des conditions de travail insupportables et les accidents mais aussi les décès surviennent encore plus qu'à l'accoutumée et la DGFIP n'est évidemment pas épargnée.

C'est invivable depuis plusieurs années dans les passoires thermiques, devenues bouilloires thermiques, comme notre centre de gestion des retraites, et même dans les bâtiments récemment rénovés et isolés où le système de double flux est, comme nous l'avions prévu, inefficace.

Pour la population, ce sont bien sûr les plus fragiles qui sont les plus touchés.

Les enfants dans les crèches, les élèves et leurs enseignants dans les classes, ont dû supporter des températures infernales (entraînant fermetures de classe, droit de retrait ou grève de personnels pour obtenir quelques ventilateurs). Dans les transports, quand ils fonctionnent encore, des dizaines de malaises de conducteurs et de voyageurs ont été signalés. Les EHPAD ne sont pas tous climatisés, sans parler des hôpitaux où patients et personnels subissent des chaleurs effroyables.

La sécheresse n'est plus exceptionnelle, comme il nous avait été répondu il y a 3 ans dans cette instance. Elle est surtout d'une précocité jamais vue avec toutes les conséquences effroyables pour l'agriculture et l'élevage, mais aussi pour la flore et la faune sauvage qui vont être décimées, sans compter les incendies qui ont ravagé des milliers d'hectares durant l'été. Et tout cela, comme si cette situation était totalement imprévisible et que des mesures d'adaptation n'auraient pas pu être mises en œuvre !

Malgré nos alertes régulières dans les différentes instances et les demandes d'anticipation faites, notamment pour réfléchir à un plan pour améliorer les conditions de travail au CGR, nous n'avons, à ce jour, eu aucun retour de votre part avec des propositions concrètes...

Pour rappel, le 5 mars 2024 en formation spécialisée, nous indiquions que les OS restaient vigilantes et préconisaient une anticipation pour les vagues de chaleur à venir... 2 ans ½ après qu'en est-il ? Rien... Notre direction distribue des brumisateurs... et d'autres des éventails...

Vos réponses ou vos absences de réponses aux représentants des personnels ne sont pas à la hauteur des enjeux... Ni à la hauteur de la santé des personnels.

Mais où sont passées les 64 milliards récupérés grâce à la journée de solidarité mise en place après la canicule de 2003. Tous les salariés et les fonctionnaires travaillent depuis 2004 une journée gratuitement (nous sommes passés à la DGFIP de 1 600 heures annuelles à 1 607 heures). Ces milliards auraient pu permettre d'améliorer les conditions de travail et d'hébergement dans les Ehpad et les hôpitaux.

Mais rien n'a été fait, et au contraire, les milliards ont été versés sans contrepartie aux entreprises et notamment les plus grandes (pour rappel 211 Milliards en 2023). Cet argent aurait dû servir à isoler les bâtiments, à verdir notre électricité en installant des panneaux solaires sur nos parkings... d'avoir des actions écoresponsables à la hauteur... Mais non... Rien de tout cela n'a été fait !

De plus, des moyens suffisants auraient dû être mis au profit de l'adaptation des immeubles d'habitation et des locaux professionnels. Avec ces milliards d'euros, qui, en grande partie, ont directement profité aux actionnaires, beaucoup de choses auraient pu être faites pour privilégier une économie en faveur du développement durable, pour protéger l'environnement, pour adapter les bâtiments et en construire de nouveaux réellement adaptés. C'est tout l'inverse qui a été fait par les gouvernements successifs avec une accélération des mesures néfastes sous les présidences Macron. Cette politique délétère est confirmée par le rapport annuel du Haut conseil pour le climat.

Si les plus fragiles et les plus précaires sont les premières victimes, la canicule atteint tout le monde physiquement mais aussi pour beaucoup psychologiquement avec une explosion de l'éco-anxiété ! Or renvoyer chacun à des gestes individuels est un bon moyen pour le gouvernement de se dédouaner et de poursuivre sa politique écocide et mortifère telle qu'exigée par les donneurs d'ordre. Toujours plus de moyens pour les plus riches, pour l'agrobusiness mais aussi pour la marche forcée à la guerre.

Nous avons vu des gens se battre dans l'espoir d'acheter un ventilateur, mais quand il s'agit d'une question de survie, dans son appartement ou pour des proches hospitalisés, est-ce bien surprenant ?

Ne nous trompons pas, c'est bien le gouvernement qui porte la responsabilité de telles situations choquantes quand des personnes en arrivent là.

À la DGFIP, les agents souffrent, et la canicule n'arrange rien dans de nombreux sites bouillottes thermiques. Comme le fait le gouvernement à l'attention de la population, le message « hydratez-vous » a pour effet, non pas de rafraîchir, mais de chauffer les esprits tant il est insupportable de s'entendre rabâcher des évidences pendant que l'on déplore les dysfonctionnements en tout genre qui rendent les conditions de travail difficiles... Le centre des Finances publiques, rue Cruveilhier, de Haute Qualité Environnementale (cela nous a été tellement vanté avant notre emménagement) n'est pas doté de système de climatisation ! De nombreux bureaux ont ainsi atteint plus de 30 °C pendant plusieurs jours. Quid de l'adaptation de ce bâtiment rénové pour plus de 10 millions d'euros !

C'est dans ce contexte que le gouvernement a annoncé de nouvelles économies supplémentaires à hauteur de 3 milliards suite à la baisse à 0,7 % des prévisions de croissance pour 2026 !

Dans cette même logique, lors d'une réunion à Bercy début juillet, David Amiel, le ministre de l'Action et des comptes publics et de la fonction publique, a confirmé aux représentants syndicaux qu'il n'y aurait pas d'augmentation générale pour les fonctionnaires cette année et a refusé toute augmentation du point d'indice.

A l'ordre du jour du CSAL de ce jour, nous évoquerons le plan de fin du recouvrement des créances publiques par chèque. En limitant les moyens de paiement, la DGFIP contribue à exclure les plus fragiles, en créant de facto une rupture d'égalité d'accès au service public. Le chèque est pour certains le seul moyen de paiement. La marche forcée à la dématérialisation à outrance touche de plein fouet les usagers. L'illectronisme impacte durement ces derniers. D'ailleurs, 2/3 des Néos-Aquitains de 75 ans ou plus, et près de 40 % des Néos-Aquitains sans diplôme, sont dans une situation d'illectronisme, selon une étude de l'INSEE datant de 2023. La fracture numérique est une réalité et Claire Hédon, la défenseure des droits n'a cessé de le clamer : « *ce qu'il manque c'est de l'humain* ». Dans un souci de sécurisation la DGFIP prône la « *démat* » toujours la « *démat* ». Ironie du sort quand notre chère administration fait de nouveau la une de l'actualité, cette fois pour piratage.

Piratage qualifié de « *jeu d'enfant* » par les hackers. A la DGFIP, la souveraineté numérique, la protection et la sécurisation des données posent question.

Et là encore on ne pourra pas dire que l'on ne savait pas. Un rapport de 2019 faisait état des « *failles structurelles et des faiblesses liées à l'ancienneté du matériel et des logiciels utilisés par l'administration des finances* ». Toujours en 2019, la Cour des Comptes invitait la DGFIP à se doter d'un schéma directeur du numérique. Le premier verra le jour... en juillet 2025... La DGFIP consacre 800 millions soit 9% de son budget à la sécurité informatique et reste tributaire d'une dette technique abyssale engendrant une forte vulnérabilité face aux attaques. Mais non ce n'est pas les agents qui en sont responsables mais bien les politiques menées en la matière depuis des années.

Face au mépris, au ras le bol et parce que nos services publics sont une richesse et non un coût, les organisations syndicales appellent les agents à la mobilisation le 29 septembre prochain.

Notre maison brûle, Madame la Directrice, et le NRP2 annoncé ne va rien arranger... À moins que l'objectif final soit de démanteler totalement notre administration et de donner à terme nos missions à des entités privées... Nos ministres, notre direction générale décourage tous les jours de nouveaux collègues de nous rejoindre au regard de nos conditions de travail, de nos salaires...

Malgré tout, vous allez nous dire dans quelques minutes que tout va bien à la DGFIP et à la DDFIP 87 en particulier, que la campagne s'est déroulée parfaitement et que les agents sont contents. Votre discours est bien rodé, mais il y a longtemps que vous (et vos prédécesseurs ne font plus illusion)...